

«HISTORIAS COMUNES»

Entretien avec Rebeca Lane



Tu peux de présenter pour commencer?

Je m'appelle Rebecca Lane, je suis une rappeuse féministe et anarchiste guatémaltèque. Je chante en solo et dans le groupe Última Dosis, ma tribu dans la scène hip-hop. Je suis aussi impliquée dans un projet qui s'appelle « Somos Guerreras » qui essaie d'unir les forces des femmes sur la scène hip-hop; nous avons commencé il y a peu mais c'est l'idée. Ici au Guatemala, je travaille surtout autour la thématique des droits de l'homme et de la mémoire historique du pays, je participe à des événements et des organisations de femmes, des organisations féministes mais plus largement des organisations de femmes. Je joue peu dans les bars et les salles, sauf quand je veux présenter un disque ou un projet en particulier. Je préfère jouer dans des endroits où je sais que mes textes vont être entendus et partagés.

Avant le rap tu écrivais des poèmes

J'écris toujours de la poésie, mais je me suis un peu éloignée de la scène poétique ici qui a changé par rapport à ce qu'elle était il y a trois-quatre ans. J'ai commencé à rapper dans des événements dédiés à la poésie. Dernièrement, nous participons moins aux sessions de lecture mais quand on m'invite, au Mexique par exemple, à faire des lectures de poèmes, et pas que des poésies écrites mais aussi du *spoken word*, j'y vais.

Comment définis-tu ton rap ?

Je ne fais pas que du rap conscient, je fais aussi un peu d'egotrip, quelque chose de plus directement lié à la culture hip-hop. Donc dans cet esprit, je fais des morceaux qui sont plus des morceaux pour affirmer ce que je crois, ce que je fais, ce que je représente, ce que je considère représenter, et je fais aussi beaucoup de rap politique.

Cela fait environ trois ans qu'il y a de plus en plus de femmes qui font du rap. Nous avons commencé un mouvement de meufs avec nos propres événements. Alors, au sein de la scène, on a commencé à dire qu'on était des « rappeuses féminines » et ce terme m'a beaucoup dérangé, j'ai trouvé ça très machiste. Cela voulait dire que nous ne faisons pas partie de la même scène ou que notre genre musical était différent. Il existe une idée reçue selon laquelle les femmes ne peuvent pas rapper, ou, que quand elles le font ça sera toujours plus doux plus tranquille. J'ai sorti un morceau, « Bandera Negra », qui disait « Mon rap n'est pas féminin, il est féministe » et c'est vrai qu'à ce moment-là j'ai adopté une posture politique qui allait, sans que je le sache, déterminer ma carrière musicale. Quand j'ai sorti cette phrase, les gens ont rapidement commencé à qualifier mon rap de rap féministe. Ensuite des féministes ont commencé à écouter ma musique, à m'inviter à des festivals féministes et j'ai commencé à voyager en Amérique centrale et au Mexique pour représenter cette musique au sein du mouvement féministe, en plus de la représenter sur la scène hip-hop. Tout ça m'a ouvert des scènes et des espaces dans des lieux où en général le hip-hop était absent. Je

faisais déjà de la poésie féministe avant de rapper mais je ne la considérais pas comme telle. Je parlais en tant que femme, de comment briser tous les tabous avec lesquels j'avais grandi. C'est comme ça que j'ai commencé à me positionner comme une personne en lutte, et en tant que femme ça signifie être féministe.

Quels sont les liens entre rap et cultures indigènes ?

Il y a beaucoup de rappeurs et rappeuses indigènes qui rappent dans leurs langues d'origine. Il y a des rappeurs qui posent en Mam¹, le groupe le plus connu est Balam Ajpu, dans lequel on trouve Tz'utu Baktun Kan qui est un Tz'utujil. Et ce groupe-là, avec l'aide d'autres camarades métis, travaille à la récupération de la cosmovision maya. Par exemple, ils ont fait un disque sur les 20 nawales du calendrier maya. Et il y a d'autres rappeurs en langues mayas. Ici à Ciudad de Guatemala, il n'y a pas tant de studios ou de producteurs que ça, alors imagine en dehors de la ville. Nous savons qu'il y a beaucoup de rappeurs localement mais ils n'ont rien enregistré, quelques chansons, quelques vidéos mais pas de production constante bien qu'ils existent et qu'ils soient actifs. Ils sont nombreux à essayer d'articuler hip-hop et cosmovision maya.

Comment as-tu découvert le Rap ?

J'ai commencé par écouter Lauryn Hill. Je ne me suis jamais identifiée au rap gringo commercial. Quand j'ai commencé à participer aux luttes sociales j'ai découvert d'autres styles de rap, du rap politique qui se faisait à l'étranger comme Actitud María Marta qui est une référence pour moi ou comme Reporte Ilegal au Mexique. Nous sommes héritiers d'une tradition de lutte, et quand on a commencé à descendre dans la rue la musique qui s'écoutait était la musique des générations précédentes, des références de la musique de lutte en Amérique Centrale. Jusqu'au moment où nous avons commencé à mettre du ska et du rap politique. C'était une autre façon d'occuper la rue, une façon plus animée. Ça nous donnait du courage quand on allait graffer les murs des commissariats ou pendant les affrontements avec la police ; c'est cette musique qui nous donnait de l'adrénaline. Je me rappelle du morceau « El pueblo unido jamás será vencido » en ska par exemple. Ce sont des choses qui ont permis de voir comment la musique peut être un outil et un instrument de lutte mais au travers de codes qui nous étaient propres à nous les jeunes. J'ai donc commencé à écouter du rap politique et du rap latino. La plupart des gens écoutaient du rap américain des années 90 mais ma culture c'est le rap de lutte latino-américain.

Le rap est-il la relève de cette musique de lutte des générations précédentes ?

Oui, je pense que nous sommes ses héritiers. Le truc c'est que nous sommes dans un contexte politique différent, à l'époque cette musique était interdite elle se diffusait de manière clandestine, très efficace. Aujourd'hui la mondialisation génère tellement de bruit que notre musique passe inaperçue au milieu de tous

1. Langue maya parlée dans le nord-ouest du Guatemala.

les médias et de l'énorme production musicale qui existe au Guatemala et ailleurs. Ici, la mode c'est la folklorisation et la dépolitisation des musiques populaires, comme on le voit avec la cumbia. Pour ce qui est de la scène underground, on trouve le rap, mais tout ce qui se fait en rap n'est pas politisé. Le rap politique représente à peine 5 % de l'ensemble, des groupes comme Alioto lokos. Il y a beaucoup de rap chrétien et très peu de rap de lutte.

Peut-être que je n'utilise pas bien ce terme de politique : au final pour moi tout le rap ici en Amérique centrale est une expression politique puisque ceux qui le font sont dans tous les cas des personnes qui ont été marginalisées sur plusieurs plans. Sur le plan symbolique par notre inexistence en tant que culture, que jeunesse, mais aussi physique : le hip-hop s'est développé dans des quartiers marginalisés où existent de grandes déficiences en terme d'infrastructures, d'hygiène, de santé. Il y a des endroits ici qui vivent des situations très violentes, donc le fait même de décider de danser, chanter, ou mixer est un acte politique en soi. En Amérique centrale, le rap n'a pas une visée commerciale dans les thématiques qui sont abordées, il n'existe pas ici de rap commercial ou commercialisable selon les règles du marché : les gens parlent de ce qu'ils vivent et de ce qu'ils voient au quotidien. Ce qui se passe, c'est qu'on n'a pas encore franchi le pas de se demander pour quelles raisons nous vivons la situation d'inégalité que nous vivons. Nous sommes dans un processus de politisation non seulement dans le rap mais à travers différents collectifs. Certains moments de la lutte ici nous ont permis d'associer notre art avec des choses plus politiques. Je continue de penser que le rap reste en soi une manifestation politique.

Peux-tu nous parler de la situation des femmes ?

Le Mexique et les pays d'Amérique Centrale sont extrêmement machistes, et pas seulement au niveau culturel mais aussi physiquement, quand on voit la violence infligée à nos corps. Le taux de féminicides est très élevé. Être une femme dans ce pays est difficile en soi, c'est de la survie. Si tu es encore en vie sur ce petit bout de terre c'est déjà un grand avantage par rapport à plein d'autres parties de la population. Le mouvement hip-hop baigne dans un contexte assez violent en général. Nous ne sommes pas encore une contre-culture, nous sommes seulement en train de nous rassembler, nous n'en sommes pas encore au stade de remettre en cause sur la manière dont nous nous traitons les uns les autres et dans cet espace où la violence est naturelle la violence machiste est également très présente. Ici tu n'entendras pas de textes ouvertement machistes ou sexistes, cela existe d'une manière plus inconsciente. Ce n'est pas pour autant que je les dédouane de leurs responsabilités, mais quand je vais les voir et que je leur explique les mecs comprennent. Il n'existe pas de barrière entre ce que les femmes disent et ce que les hommes font, donc plus les femmes ouvrent des espaces, plus les mecs changent leur façon de penser. Je pense que c'est un accomplissement, dû à ce que nous faisons, nous les femmes mais aussi aux hommes qui nous entourent et qui réfléchissent et admettent « C'est vrai que ça n'a rien d'amusant de t'insulter parce que tu es une femme »



Par contre il y a toujours beaucoup de machisme dans l'organisation des événements. Le concert d'aujourd'hui par exemple était composé de dix artistes et j'étais la seule fille programmée quand en réalité la proportion de rappeuses ici est de beaucoup plus qu'une sur dix. Pour les gens qui organisent, seuls les rappeurs masculins comptent, le rap féminin est peu représenté, presque invisible. La stratégie que nous devons adopter, nous les femmes, est celle de nous réunir pour nous positionner et nous imposer de manière plus forte et avec une voix plus puissante.

Quels sont tes liens avec les mouvements anarchistes et féministes ?

Ici il n'y a pas d'anarchistes, nous sommes peu à nous considérer comme tels. J'étais dans une organisation, le Bloc anti-impérialiste, composé de plusieurs courants dont une tendance anarchiste. [...] Concernant le féminisme, à la différence d'autres pays de la région, le féminisme ici est très institutionnalisé. Il y a des journaux, des ONG, il y a des politiques publiques mais il n'y a pas d'activisme féministe ni dans la culture, ni dans la rue. Il y a quelques amies lesbiennes féministes qui sont plus dans des pratiques artistiques, théâtrales, musicales, etc.... Mais il n'y a pas de féministes qui utilisent des référents moins occidentaux.

Dans la législation guatémaltèque, une loi punit le féminicide, ça n'a pas réduit le nombre de féminicides mais au moins les femmes maltraitées peuvent attaquer plus facilement leur mari en justice pour violence conjugale, les mécanismes sont plus simples. Ça ne résout pas tout mais il faut reconnaître que c'est un instrument légal qui nous sert et nous aide. Et cette avancée on la doit au féminisme institutionnel. Ce sont des fronts différents où nous devons être présentes également. Ce qui se passe, c'est que nous n'avons pas encore su sortir de ce cadre institutionnel. Ce qui s'est passé ici, c'est qu'après les processus de paix les ONG ont englouti le militantisme. Les gens ont changé de mode de vie et travaillent dans des ONG, ils ont perdu le sens de la lutte.

C'est quelque chose qui plonge ses racines dans l'histoire du Guatemala et du conflit armé, tu peux nous en parler ?

Le conflit commence en 1954 quand la CIA engage un groupe de mercenaires, avec à sa tête Carlos Castillo Armas, qui organise une contre-révolution et destitue par un coup d'État le gouvernement de Jacobo Arbenz qui avait, avec Juan José Arévalo, consolidé dix ans de « révolution démocratique au pays de la tyrannie » comme le dit un auteur guatémaltèque. Le pays s'est vraiment modernisé pendant ces années: avant 1940 nous étions dans un système féodal, des rapports de production précapitalistes, un pouvoir absolu.

Ce président commence donc à impulser une révolution démocratique mais aussi dans le domaine économique: plus d'investissements dans les campagnes pour que les paysans aient des parcelles de terre, une réforme agraire d'ampleur, il brise certains monopoles que les États-Unis avaient ici dans le domaine de l'énergie, du transport et de l'exploitation des terres. Cette révolution a freiné les

oligarchies locales et leurs relations précapitalistes.

En 1954 a lieu un coup d'État anticommuniste et le gouvernement anti-communiste qui prend le pouvoir commence à exercer un terrorisme d'État contre la population. Commence alors un conflit prolongé qui a connu différentes étapes. Une des étapes les plus cruelles est celle entre 1980 et 1983, période durant laquelle s'est déployée la majorité des politiques génocidaires. Ce n'était pas qu'une question militaire, cela répondait à des politiques étatiques. Il y avait des plans comme le Plan Sofia ou le Plan Victoria en 1982, des plans militaires qui avaient des instructions écrites très claires. Par exemple, le Plan Sofia stipulait : « Sur ce territoire, 20 % des habitants seront éliminés et 80 % seront rééduqués ». On assiste donc à de grands massacres, on recense environ 600 massacres pendant la durée du conflit, et l'autre pourcentage correspond aux personnes déplacées de force dans les « *Aldeas modelo* », des communautés militarisées où les indigènes étaient « rééduqués » et « blanchis ». En 1985-1986, un gouvernement démocratique est installé, mais avec l'armée qui restait au pouvoir, et commence alors le processus de paix qui va durer jusqu'en 1996 et déboucher sur la signature d'un traité de paix. Ce fut loin d'être un consensus du type « nous allons déposer les armes et nous allons négocier et changer la structure de l'État ». Ce fut une reddition de la guérilla et des leaders guérilleros, c'est comme ça que je le vois, parce qu'en fait les gens qui ont été démobilisés se sont retrouvés dans une situation qui n'a rien à voir avec celle de ceux qui ont signé les accords de paix, eux roulent dans de belles voitures, vivent dans de bons quartiers et ont un bon travail.

C'est à cette période qu'on ouvre grand les portes au libéralisme, aux politiques néolibérales que le conflit empêchait d'appliquer complètement. C'est aussi le point de départ de toute une politique d'ONGisation fondée sur les rentrées d'argent issues de la coopération internationale. Cette aide qui vient d'organismes multilatéraux a commencé à transformer les revendications politiques de la population en problématiques des programmes de coopération internationale, dans le domaine de la justice, de la pauvreté, du genre etc. En réalité, tous les mouvements que tu voyais dans les années 80 dans les rues, sans autre soutien économique que la solidarité et la conscience de lutte ne se bougent plus aujourd'hui sil n'y a pas derrière eux des gens qui les financent. Bien sûr ça ne s'est pas produit dans tous les mouvements et il y a toujours des factions très combattives dans le mouvement paysan, surtout au niveau communautaire. Il y a beaucoup de résistance contre les mégaprojets, justement là où il n'y a pas de coopération internationale, seulement les intérêts des entreprises. Toutes ces revendications, ces luttes se sont institutionnalisées et se sont déplacées dans le domaine universitaire. Aujourd'hui, il s'agit plus de parler des problèmes autour d'une table que de les résoudre. Je sens que nous entrons maintenant dans une nouvelle étape parce qu'on s'est rendu compte que tout cet argent qui a été débloqué pour pallier les effets du néolibéralisme et de la mondialisation n'a pas eu les effets escomptés et ne les aura pas, parce que ça ne va pas résoudre des problèmes qui sont liés à la structure du pays. Ils vont juste te donner accès

à des services de santé quand tu en as besoin ou des choses très ponctuelles. Ce qui se passe en ce moment c'est que l'implantation des mégaprojets est en train de réactiver ce pouvoir communautaire qui existait pendant la guerre, la défense de la terre et des communautés, en prenant les armes ou en passant par d'autres mécanismes, sans être soumis au pouvoir des *Ladinos* [métis] de la ville. Ce sont des mouvements autonomes qui surgissent des leaders communautaires ancestraux qui ont une légitimité plus forte car ils sont plus organiques au sein des communautés. Nous vivons actuellement une autre insurrection mais la force n'est plus ici dans les villes, la force est en dehors.

Fais-tu des concerts en dehors de Ciudad de Guatemala?

Non, parce qu'en dehors de la capitale il n'y a presque pas d'initiatives, ou plutôt c'est nous qui ne nous sommes pas assez organisés pour aller là-bas. À La Puya quelques concerts ont été organisés parce que c'est une province assez proche de la capitale. D'ailleurs les gens de La Puya défendent l'ensemble de la population de la capitale parce qu'ils luttent contre l'implantation de cette mine de métaux à San José qui va affecter toute la zone, utiliser toutes les ressources hydriques, en ne respectant aucune norme environnementale. Les gens s'organisent mais nous, comme artistes, nous n'avons pas encore une ligne politique claire, nous ne savons pas ce que nous voulons faire et nous n'avons pas non plus les moyens. La plupart d'entre nous travaillons dans des centres d'appels pour payer nos enregistrements, nos disques, l'organisation de nos événements et même comme ça, c'est dur de joindre les deux bouts. Parfois tu t'endettes carrément. La situation économique actuelle au Guatemala ne permet pas tellement d'avoir des économies et de dépenser dans d'autres choses. Il manque évidemment de la volonté mais les conditions concrètes pour organiser un concert dans des bonnes conditions ici à Ciudad de Guatemala ne sont pas réunies et en province encore moins.

Comment participez-vous à diffuser la lutte?

En ce moment nous cherchons à nous intégrer dans la scène rap méso-américaine, la scène du Mexique et d'Amérique Centrale, nous sommes une région assez petite et les pays sont proches mais nous avons de gros problèmes de frontières. Les frontières politiques et la militarisation de ces frontières ne nous permettent pas de circuler aussi librement que nous le souhaiterions. Mais l'art et la culture représentent une manière très puissante de dépasser cela. Je dis souvent que la musique dans ce contexte politique peut nous unir. Au niveau régional les problèmes que nous vivons sont les mêmes, les familles et les entreprises nord-américaines, allemandes, canadiennes, italiennes qui dominent l'économie sont les mêmes, ils changent seulement de noms. Dans tous les pays de la région nous avons connu des conflits armés ou des guerres, donc je pense que face à ces histoires communes nous avons beaucoup de choses en commun à partager, au travers de l'art, du hip-hop et de la parole, voilà ce que nous faisons et que nous devons faire.



**Itw réalisée et traduite par Palante
www.bboykonsian.com/palante**

**<https://rebecalane.bandcamp.com>
<https://soundcloud.com/rebeca-lane>
FB : Rebeca Lane**